



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 décembre 2021

Original : français

Lettre datée du 15 décembre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1518 \(2003\)](#)

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1518 \(2003\)](#), qui rend compte des activités menées par le Comité du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Le Comité a approuvé le rapport, ici soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 ([S/1995/234](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution [1518 \(2003\)](#)
(*Signé*) Sven **Jürgenson**



Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)

[Original : anglais]

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1518 \(2003\)](#) porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Sven Jürgenson (Estonie) et la vice-présidence par la Norvège.

II. Contexte

3. Par sa résolution [1518 \(2003\)](#), le Conseil de sécurité a créé le Comité et l'a chargé de continuer à recenser les personnes et les entités dont les fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques devaient être gelés et transférés au Fonds de développement pour l'Iraq, en application des paragraphes 19 et 23 de la résolution [1483 \(2003\)](#).
4. Par sa résolution [1546 \(2004\)](#), le Conseil de sécurité a décidé que l'embargo ne s'appliquerait pas aux armes ou au matériel connexe dont avaient besoin le Gouvernement iraquien ou la force multinationale aux fins de l'application de ladite résolution. Il a, par la suite, été mis fin au mandat de la force multinationale.
5. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions dans les rapports annuels précédents du Comité.

III. Résumé des activités du Comité

6. Bien qu'il ne se soit pas réuni en 2021, le Comité a continué d'examiner toutes les questions dignes d'intérêt portées à son attention, en menant ses travaux par correspondance.
7. Le Comité a examiné des questions ayant trait à sa liste relative aux sanctions (voir sect. V).

IV. Dérogations

8. Les résolutions pertinentes ne prévoient aucune dérogation.

V. Liste relative aux sanctions

9. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'un gel des avoirs sont définis au paragraphe 23 de la résolution [1483 \(2003\)](#). Les directives régissant les demandes d'inscription et de radiation sont énoncées sur le site Web du Comité.
10. Pendant la période considérée, le Comité a reçu 20 lettres du point focal pour les demandes de radiation, fonction créée conformément à la résolution [1730 \(2006\)](#), portant sur 13 demandes de radiation concernant 11 personnes inscrites sur la liste. Sept de ces demandes sont actuellement examinées par un État à l'origine de l'inscription sur la Liste ou par un État de citoyenneté, conformément aux paragraphes 5 et 6 c) de l'annexe de la résolution [1730 \(2006\)](#).

11. Au total, 36 entités et 4 personnes ont été radiées de la liste au cours de l'année 2021 à la suite de demandes de la part d'un État Membre.

12. À la fin de la période considérée, 81 personnes et 13 entités étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

VI. Appui administratif et technique du Secrétariat

13. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime des sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime des sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 3 au 6 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, une séance de formation pilote thématique portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

14. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité et les listes tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 54 de sa résolution [2368 \(2017\)](#). Depuis novembre 2020, les notes verbales notifiant aux États Membres les modifications (inscriptions, radiations ou mises à jour) apportées à la Liste récapitulative et aux listes tenues par les comités qui étaient établies en anglais, espagnol et français le sont désormais également en arabe, chinois et russe, pour qu'il puisse être tenu compte sans délai de ces modifications dans les listes concernées. En décembre, le Secrétariat a tenu des réunions informelles avec des parties prenantes intéressées afin de présenter la structure du nouveau modèle de données concernant la Liste récapitulative et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, avant son lancement officiel.